



Projet de loi de finances portant budget de l'Etat pour l'année 2023

**ANNEXE 11 : STRATÉGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN
TERME (SDMT) 2022-2026
ET
RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE
PUBLIQUE**

PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2023

**ANNEXE 11 : STRATÉGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN
TERME (SDMT) 2022-2026
ET
RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE
PUBLIQUE**

STRATÉGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME (SDMT) 2022-2026

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	2
II. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2021	2
III. OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2022-2026.....	3
IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2021	4
V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2021	6
VI. HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2022-2026	8
VII. SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHE.....	10
VIII. DEMARCHE SUIVIE.....	10
IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES.....	11
X. STRATEGIE OPTIMALE.....	11
XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2022	12
XII. RECOMMANDATIONS	13

I. INTRODUCTION

1. La Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) adoptée, annexée à la loi des finances en début d'année et mise en œuvre par le Gouvernement, devrait être systématiquement actualisée chaque année.
2. La SDMT tient compte de l'évolution du cadre macroéconomique et budgétaire qui est le reflet du PND, à travers la mise en œuvre des actions prioritaires du Gouvernement définis chaque année.
3. La présente SDMT est la stratégie pour la période 2022-2026. Elle a été élaborée dans le contexte ci-après décrit.
4. Le cadre macroéconomique reste dynamique et favorable. Il est exprimé par une croissance soutenue du PIB réel, maintenue à sa moyenne projetée de 7,1% sur la période 2022-2026. A fin 2022, la croissance est attendue à 6,8% contre 7,4% en 2021.
5. Le déficit budgétaire s'établirait à 6,0% du PIB en 2022 et devrait s'améliorer pour atteindre 3% du PIB à partir de 2025 conformément aux critères de convergence de l'UEMOA.

II. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2021

6. La SDMT 2019-2023 actualisée sur la période 2021-2023 préconisait le recours aux financements dans un rapport moyen 50-50 de ressources extérieures et intérieures.
7. Le plan de financement annuel de 2021 proposait une mobilisation suivant la proportion d'environ 57-43 de ressources extérieures et intérieures. L'évaluation à fin 2021 de ce plan indique un niveau de décaissement total de 4 090,3 milliards contre 3 017,2 milliards en prévision, soit une augmentation de 1 073,1 milliards (35,6%), en liaison avec la persistance de la crise sanitaire de la COVID-19 et la survenance de la crise énergétique en Côte d'Ivoire.
8. Ce résultat est la combinaison de deux (2) facteurs : (i) les ressources intérieures se situent à 2 434,6 milliards contre 1303,0 milliards en prévision, soit une hausse de 1131,6 milliards (87,0%) et (ii) les ressources extérieures se situent à 1 655,8 milliards contre 1714,2 milliards en prévision, soit une baisse de 58,4 milliards (3,4%).
9. La structure des financements s'établit ainsi à un rapport d'environ 40-60 de ressources extérieures et intérieures. Elle s'écarte de la proportion initiale du plan de financement.

Tableau 1 : Etat de mise en œuvre du Plan de financement 2021

Plan de financement à fin decembre 2021	Prévision		Réalisation		Ecart
D écaissement total	3017,2	en %	4090,3	en %	1073,1
D écaissements extérieurs	1714,2	57%	1655,8	40%	-58,4
Emprunts-projets	772,3	26%	840,1	21%	67,8
Emprunts-programmes	234,4	8%	207,3	5%	-27,1
Banque M ondiale	150,0	5%	207,3	5%	57,3
BAD	25,0	1%	0,0	0%	-25,0
AFD	39,8	1%	0,0	0%	-39,8
Allemagne	19,6	1%	0,0	0%	-19,6
Autres financements en devises	707,5	23%	608,4	15%	-99,1
D écaissements intérieurs	1303,0	43%	2434,6	60%	1131,6
BCEAO (Allocation DTS FMI)	0,0	0%	495,0	12%	495,0
Emission sur le marché financier régional	1303,0	43%	1939,6	47%	636,6

Source : CNDP

III. OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2022-2026

10. Les objectifs de la SDMT 2022-2026 se résument comme suit :

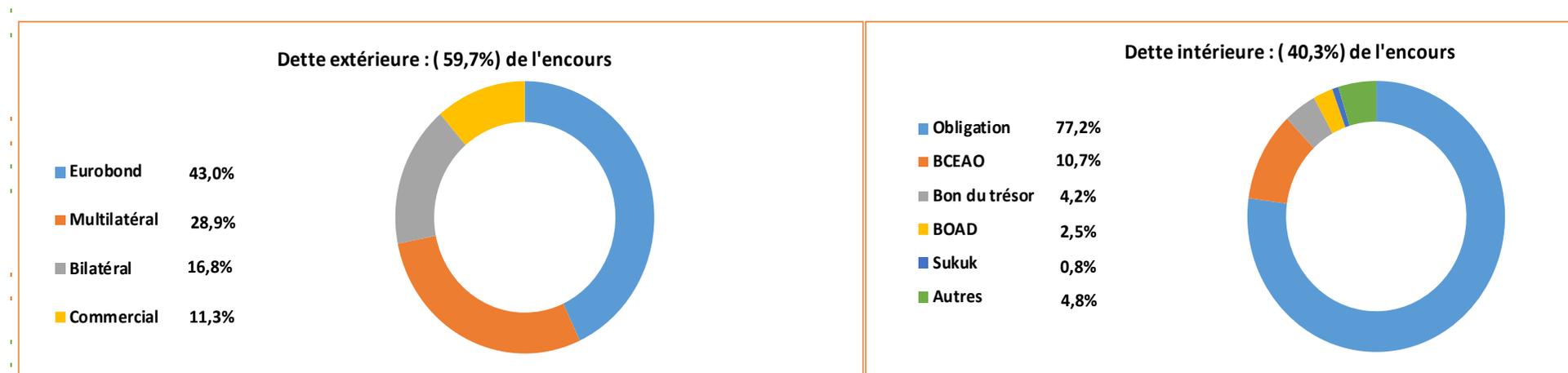
- satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts possibles ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables ;
- contribuer au développement du marché domestique.

11. Le champ de couverture de la SDMT est limité à la dette de l'administration centrale.

IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2021

12. L'encours de la dette de l'administration centrale est estimé à 20 269,8 milliards de franc CFA (51,7% du PIB) à fin 2021 contre 16 802,3 milliards de franc CFA (47,6% du PIB) à fin 2020 et se compose de 12 107,9 milliards de franc CFA (59,7%) de dette extérieure¹ et 8 161,9 milliards de franc CFA (40,3%) de dette intérieure.

Graphique 1 : Encours de la dette par type de créanciers à fin 2021



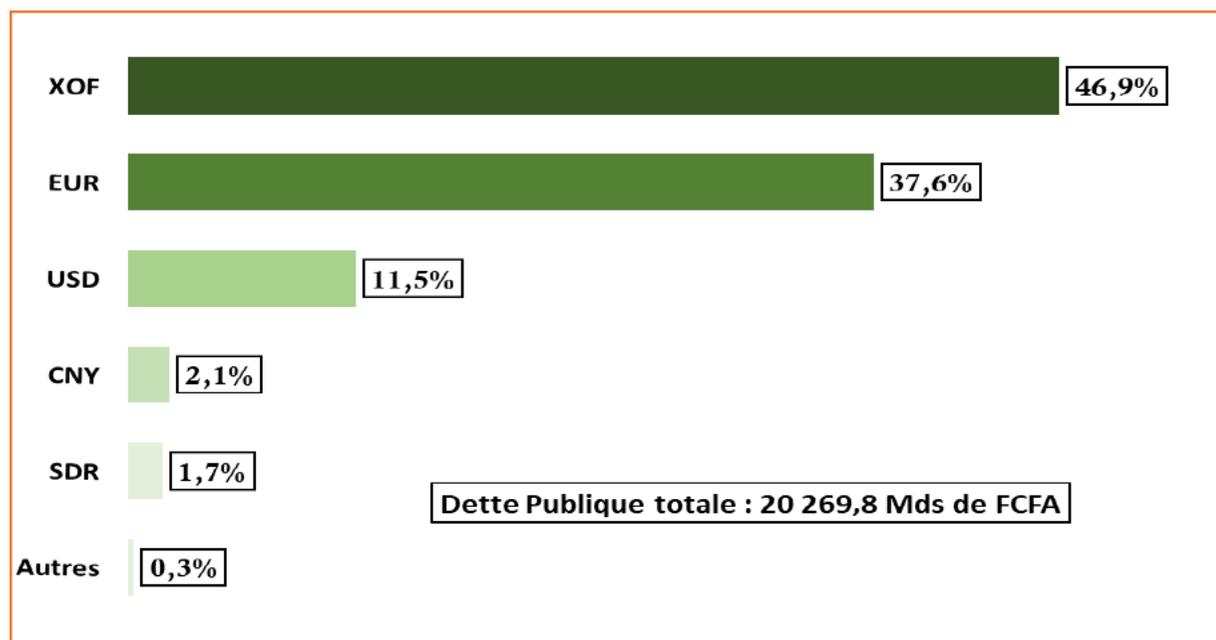
Source : CNDP

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 20 924,6 milliards de franc CFA (53,4% du PIB) à fin 2021. Il est composé de 12 623,9 milliards de franc CFA (60,3%) de dette extérieure et 8 300,7 milliards de franc CFA (39,7%) de dette intérieure.

¹ La classification de la dette repose sur le critère de devise pour l'exercice de SDMT.

13. La composition par monnaie de la dette publique totale reste encore dominée par la dette libellée en franc CFA à hauteur de 46,9% contre 45,8% en 2020 (graphique 2). La part de la dette en devises est de 53,1% et comprend 37,6% d'Euros. Ainsi, l'Euro demeure la principale devise d'endettement extérieure de la Côte d'Ivoire, suivi du Dollar US (11,5%). Cette configuration traduit la volonté du Gouvernement de limiter l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de change.

Graphique 2 : Répartition de la dette publique à fin 2021 par devises²



Source : CNDP

² Bien que le FMI soit classé en dette extérieure, les remboursements auprès de ce créancier se font en FCFA. Ceci explique la différence dans la répartition de la dette dans les points 12 et 13.

V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2021

14. Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille ressort à 4,1%, en raison du coût relativement élevé de la dette intérieure (5,0%) par rapport à la dette extérieure (3,6%).
15. A court-terme, la concentration des échéances de la dette intérieure est la principale vulnérabilité du portefeuille (Tableau 2). Environ 49,2% de l'encours de la dette intérieure est à refinancer au cours des trois prochaines années (Graphique 3). A moyen terme, le remboursement des échéances des obligations du Trésor pourraient également entraîner des pressions de refinancement.
16. La dette exposée aux fluctuations de taux de change représente 16,0%³ du portefeuille de la dette totale dont 13,8% est libellée en dollar. Même si les instruments en dollar US représentant moins de 15% de l'encours total de la dette, les fluctuations du taux EUR/USD demeurent un facteur de vulnérabilité.

³ Cette répartition découle de l'outil SDMT et permet d'assurer une comparabilité des données à fin 2021 et à fin 2026.

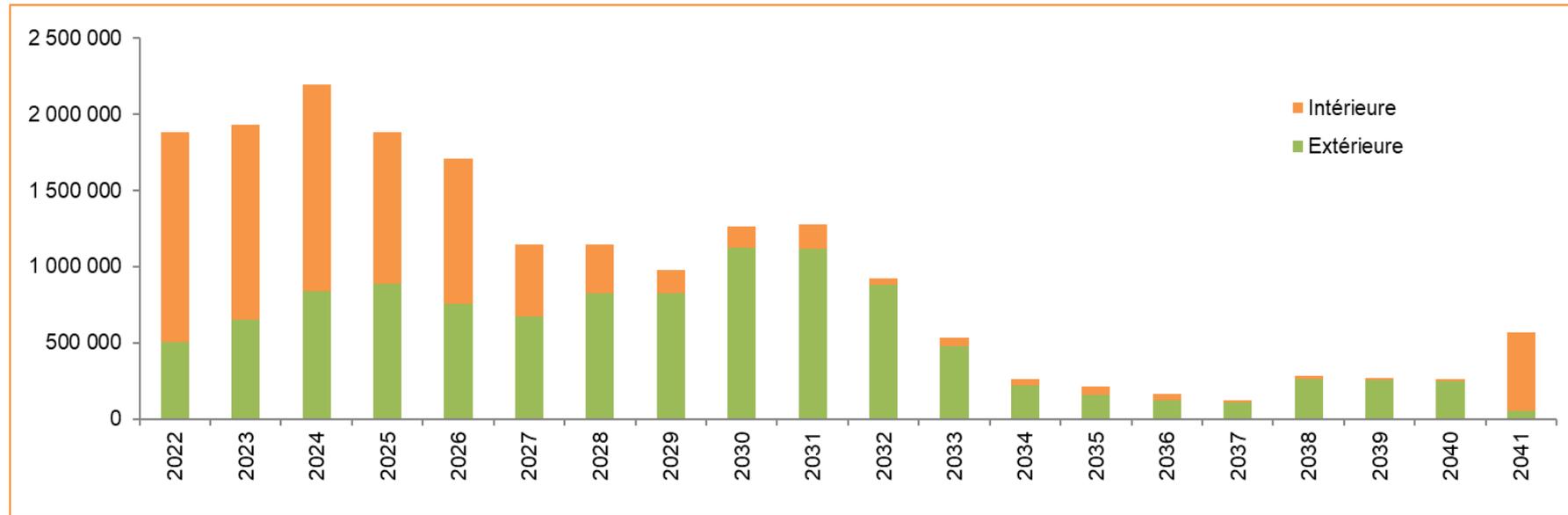
Tableau 2 : Coûts et risques du portefeuille de la dette existante estimés à fin 2021

		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Montant (millions de franc CFA)		12 107,9	8 161,9	20 269,8
Montant (millions de dollar US)		20 865,0	14 065,0	34 929,9
Dettes nominale (% du PIB)		30,9	20,8	51,7
Valeur Actuelle de la dette (% du PIB)		27,4	20,8	48,2
Coût de la dette	Paielement d'intérêt (% du PIB)	1,1	1,0	2,1
	Taux d'intérêt moyen pondéré	3,6	5,0	4,1
Risque de refinancement	Maturité moyenne du portefeuille (Années)	9,2	4,9	7,5
	Dettes arrivant à maturité dans un an (% du total)	4,2	16,9	9,3
	Dettes arrivant à maturité dans un an (% du PIB)	1,3	3,5	4,8
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne jusqu'à révision du taux (années)	8,6	4,9	7,1
	Dettes à réviser dans 1 an (% du total)	15,4	16,9	15,9
	Dettes à taux fixe (% du total)	87,0	100,0	92,3
	Bon du Trésor (% du total)	0,0	4,2	1,7
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			59,7
	Dettes exposées aux fluctuations de taux de change			16,0
	Service de la dette en devises (% réserves)			10,1

Source : CNDP

Graphique 3 : Profil des amortissements de la dette estimée à fin 2021

(en millions de FCFA)



Source : CNDP

VI. HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2022-2026

17. Sur la période 2022-2026, il est attendu une consolidation des performances économiques en lien avec la mise en œuvre du PND 2021-2025 et la poursuite des grands chantiers d'investissement public et privé après 2020. Le PIB réel est projeté en hausse, en moyenne à 7,1% sur la période 2022-2026.
18. Les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 12,8% en moyenne sur la période 2022-2026, en lien avec la vision du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration continue de la mobilisation des recettes. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 13,6% en moyenne annuelle sur la même période.

19. Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 19,8% en moyenne annuelle sur la période 2022-2026, due à la prise en compte des besoins croissants de la population.
20. Le déficit budgétaire devrait s'afficher à 6,0% en 2022 en raison de la crise russo-ukrainienne et devrait atteindre 3,0% en 2025 en conformité avec les normes communautaires. En 2023, le déficit budgétaire s'établirait à 4,8%.
21. L'inflation serait contenue à 2,0% en moyenne par an, en dessous de la norme communautaire de 3% grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Tableau 3 : Agrégats macroéconomiques pour la période 2022-2026

En millions de francs CFA sauf indication contraire

	2022	2023	2024	2025	2026
	Estimé	Projeté	Projeté	Projeté	Projeté
Recettes publiques (dons inclus)	6 427 657	7 452 653	8 229 453	8 954 397	9 760 892
Dépenses primaires	8 040 743	8 589 986	8 971 727	9 386 487	10 446 895
Dépenses totales	9 016 434	9 688 854	10 180 464	10 645 813	10 933 148
Réserves (million USD)	11 204,5	11 204,1	11 202,8	11 200,6	11 198,9
PIB nominal	42 826 335	46 821 991	50 896 209	55 666 031	60 774 008

Source : CNDP

22. Au niveau des échanges extérieurs, les projections sur la période 2022-2026 tablent sur un maintien des tendances, dans un contexte de mise en œuvre satisfaisante du PND 2021-2026. En particulier, les importations augmenteraient en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre du programme d'investissement. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel en liaison notamment avec les paiements au titre du fret sur les importations de marchandises. Ainsi, le déficit du compte des transactions courantes serait en moyenne de 5,2% du PIB sur la période. Le compte de capital ressortirait excédentaire sur toute la période et le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux.
23. S'agissant des secteurs monétaire et financier, le stock des actifs extérieurs nets du pays devrait se dégrader de 2022 à 2026, en rapport avec les soldes globaux négatifs de la balance des paiements. Concernant les créances sur l'économie, ils augmenteraient, en lien avec les besoins de financement de l'économie. Leur progression serait soutenue notamment par le fonctionnement effectif de la société de garantie des PME.

VII. SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHÉ

24. Les nouveaux financements extérieurs sur la période devraient être mobilisés principalement sous forme d'emprunts semi-concessionnels, de prêts commerciaux suite à l'amenuisement des ressources concessionnelles du fait de statut de pays émergent de la Côte d'Ivoire.
25. Concernant les financements intérieurs, le recours au marché régional offre aux pays de l'UEMOA la possibilité de mobiliser des ressources complémentaires. Dans ce cadre, la Côte d'Ivoire a émis des bons et des obligations du Trésor. Ainsi, à fin 2021 le montant des interventions de l'Etat sur le marché monétaire avoisine 338,8 milliards de francs CFA pour les bons du Trésor, 687,1 milliards de francs CFA pour les obligations et 913,1 milliards de francs CFA pour les emprunts obligataires.
26. Cette performance sur le marché régional s'explique par une amélioration des conditions de marché en 2021. La réussite de ces émissions de titres publics sur le marché régional est tributaire de la poursuite des mesures tendant à développer le marché monétaire et à favoriser un respect des bonnes pratiques d'émissions des titres publics. En outre, l'année 2021 a été marquée sur le marché régional par une abondante liquidité et une appétence des investisseurs pour les titres publics.
27. S'agissant du marché financier international, le scénario de référence repose sur une dégradation des conditions de marché en raison des conséquences de la crise russo-ukrainienne. Ce contexte de marché engendre une augmentation des rendements des Eurobonds de la Côte d'Ivoire. En effet, l'augmentation des pressions inflationnistes dues à la montée en flèche des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des produits de base, ainsi que les perturbations des approvisionnements, des échanges internationaux et des marchés financiers provoqués par la pandémie et le conflit russo-ukrainien, aggravent les pertes de productions et les inégalités, créant de fortes incertitudes sur les marchés. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire a mobilisé avec succès jusqu'en août 2022, un montant de 401,4 milliards de francs CFA sur le marché financier international au moyen de prêts directs internationaux.

VIII. DEMARCHE SUIVIE

28. La stratégie de financement retenue a été testée à l'aide de l'outil analytique de la SDMT sur la base des hypothèses d'encours de dette, du TOFE, des secteurs réel et extérieur sur la période 2022-2026. Les résultats ont permis de déterminer les objectifs attendus en termes de coûts, de risques et de mix extérieur-intérieur pour l'année 2026. Compte tenu des considérations liées aux indicateurs de liquidité de l'Analyse de Viabilité de la Dette et de la forte capacité de mobilisation des ressources sur le marché régional, les besoins de financement devraient être comblés en moyenne par une répartition d'environ 45-55 de ressources extérieures et intérieures sur la période 2022-2026.

IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES

29. La composition espérée du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2026 est une répartition de 59-41 entre la dette extérieure et la dette intérieure contre une répartition de 60-40 en 2021. La dette exposée aux fluctuations de taux de change en 2026 s'établirait à 15,4% contre 16,0% à fin 2021.
30. La part de la dette intérieure arrivant à échéance dans un an devrait être limitée à 14,3% en 2026 contre 16,9% en 2021, en liaison avec le profil de la dette existante et la base des investisseurs qui repose encore principalement sur les banques.
31. Il convient d'indiquer, à toutes fins utiles, que le poids de la dette libellée en Euro, grandissant dans le portefeuille, assure en l'état actuel une atténuation de risque de change mais génère à terme une forte exposition aux réalités au sein de la zone franc CFA notamment dans la perspective de la prochaine monnaie unique Eco.

X. STRATEGIE OPTIMALE

32. Au cours des prochaines années, l'Etat devrait privilégier des financements qui aident à réduire le risque de refinancement de la dette intérieure, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Plus précisément, les besoins de financement devraient être couverts en moyenne selon un rapport 45-55 d'instruments de financement extérieur et intérieur sur la période 2022-2026. Les ressources extérieures seraient composées de financements pour des emprunts projets ou programmes concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 18%, 44%, 10% et 28% sur la période 2022-2026. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long terme respectivement à hauteur de 10%, 55%, et 35% sur la même période.
33. Cette stratégie privilégie la dette intérieure par rapport à la dette extérieure avec une prépondérance pour les financements libellés en euro et à taux fixe.
34. Le plan annuel de financement fournira plus de détails sur les intentions du Gouvernement.

XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2023

35. Les besoins de financement de l'année 2023 sont estimés à 4 981,3 milliards de francs CFA. L'Etat prévoit les combler comme indiqué dans le tableau 4.
36. Les informations sur les adjudications des titres d'Etat sur le marché régional continueront d'être inscrites dans le calendrier trimestriel publié par l'Agence UMOA-Titres.

Tableau 4 : Plan de financement 2023

Plan de financement en 2023	4 981,30	en %	% selon la SDMT
Décaissement des emprunts-projets et emprunts-programmes	1 876,73	37,7%	49%
Autres financements en devises	540,0	10,8%	
Financement sur le marché régional	2 564,57	51,5%	51%

Source : CNDP

37. Les financements effectifs pourraient différer des montants indiqués dans le tableau 4, en raison de l'incertitude liée aux prévisions économiques et budgétaires, des conditions de financement de marché et du moment où les opérations seront effectuées. Des ajustements pourraient donc être apportés aux besoins de financement et aux sources de financement qui pourraient être utilisés. Les ajustements majeurs du plan de financement seront portés à la connaissance des parties intéressées pertinentes.

XII. RECOMMANDATIONS

38. Le succès de cette stratégie nécessite la mise en œuvre des recommandations suivantes :

- Développer le marché intérieur, afin de rendre plus liquide les titres publics par :
 - o le développement du marché secondaire ;
 - o le renforcement du cadre de communication avec les investisseurs ;
 - o la diversification de la base d'investisseurs avec notamment le renforcement de la participation des compagnies d'assurance et des fonds de pensions ;
 - o la poursuite de la mise en œuvre des nouveaux instruments financiers ;
- Promouvoir les titres publics auprès des particuliers ;
- Privilégier les emprunts concessionnels et semi-concessionnels comportant un élément don d'au moins 25% à travers une planification triennale des projets ;
- Prioriser les financements à rentabilité financière avérée dans le cadre des partenariats publics privés (PPP) ;
- Accroître la participation des fonds de pensions, des compagnies d'assurances et de réassurances ainsi que des personnes physiques aux émissions des titres publics ;
- Amener les investisseurs étrangers à participer aux émissions de titres publics sur le marché régional.

RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

Table des matières

Acronymes	2
Champ de couverture de la dette.....	3
Contexte de la dette.....	4
Contexte des prévisions macroéconomiques	5
Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios.....	11
AVD externe	12
Risque global de surendettement	18
Module de marché	20
Notation des risques et points faibles	21
Tableaux et graphiques annexes	21

Acronymes

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
CNY	Yuan Chinois
EPIN	Evaluation des Politiques et Institutions Nationales
Dollar E. U	Dollar des Etats-Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière d’Afrique
FEC	Facilite Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissements Directs Etrangers
OT	Obligation du Trésor
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
Initiative PPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
SD	Service de la dette
SDMT	Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VA	Valeur Actuelle

Le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire reste modéré¹ au cours de la période 2022-2041, aussi bien sur la dette extérieure que sur la dette publique totale avec un dépassement de seuil du ratio service de la dette extérieur rapporté aux recettes budgétaires hors don en 2025.

Champ de couverture de la dette

Le champ de couverture de la dette est limité à la dette publique et publiquement garantie. La dette des entreprises publiques, des collectivités territoriales et du secteur privé, n'est pas prise en compte dans l'encours de la dette publique. L'encours de la dette extérieure à fin 2020 ainsi que le service prévisionnel ne prennent pas en compte les montants des Contrats de Désendettement et de Développement (C2D). Le critère de monnaie a été retenu (et non le critère de résidence) pour classer les dettes intérieure et extérieure. Ainsi, sont inclus dans la dette intérieure, les emprunts libellés en Franc CFA conclus avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Tableau 1 : Couverture de la dette du secteur public et conception du test de résistance sur les engagements conditionnels

Sous-secteurs du secteur public	Cochez la cellule
1 Administration centrale	X
2 Administrations d'États fédérés et locales	
3 Autres éléments des administrations publiques	
4 dont : administrations de sécurité sociale	X
5 Fonds extrabudgétaires (FEB)	
6 Garanties (à d'autres entités des secteurs public et privé, y compris entreprises publiques)	X
7 Banque centrale (emprunts effectués au nom de l'État)	X
8 Dette non garantie des entreprises publiques	

go to cell E33 to change the default shock of 35% to the PPP capital stock

Couverture des données sur la dette publique et ampleur du choc retenu pour le test de résistance adapté aux passifs conditionnels

B. Veuillez ajuster les éléments du test de résistance adapté aux passifs conditionnels, le cas échéant

1 Couverture des données sur la dette publique du pays	Administration centrale plus administrations de sécurité sociale, banque centrale, dette garantie par l'État		
	Défaut	Utilisés pour l'analyse	Raisons de s'écarter des paramètres retenus par défaut
2 Autres dettes des administrations publiques non prises en compte dans 1	0 pourcentage du PIB	0	
3 Dette des entreprises publiques (garantie ou non par l'État) 1/	2 pourcentage du PIB	3	
4 PPP	35 pourcentage du stock en PPA	1,24	
5 Marché financier (la valeur par défaut de 5 % du PIB est la valeur minimale)	5 pourcentage du PIB	5	
Totale (2+3+4+5) (en pourcentage du PIB)		8,8	

1/ Le choc de 2% du PIB retenu par défaut sera appliqué aux pays dont la dette garantie par l'État n'est pas pleinement prise en compte dans la définition de leur dette publique (1.). Si elle est déjà incluse dans la dette publique (1.) et si les risques associés à la dette des entreprises publiques non garantie par l'État sont jugés négligeables, une équipe-pays peut réduire ce pourcentage à 0%.

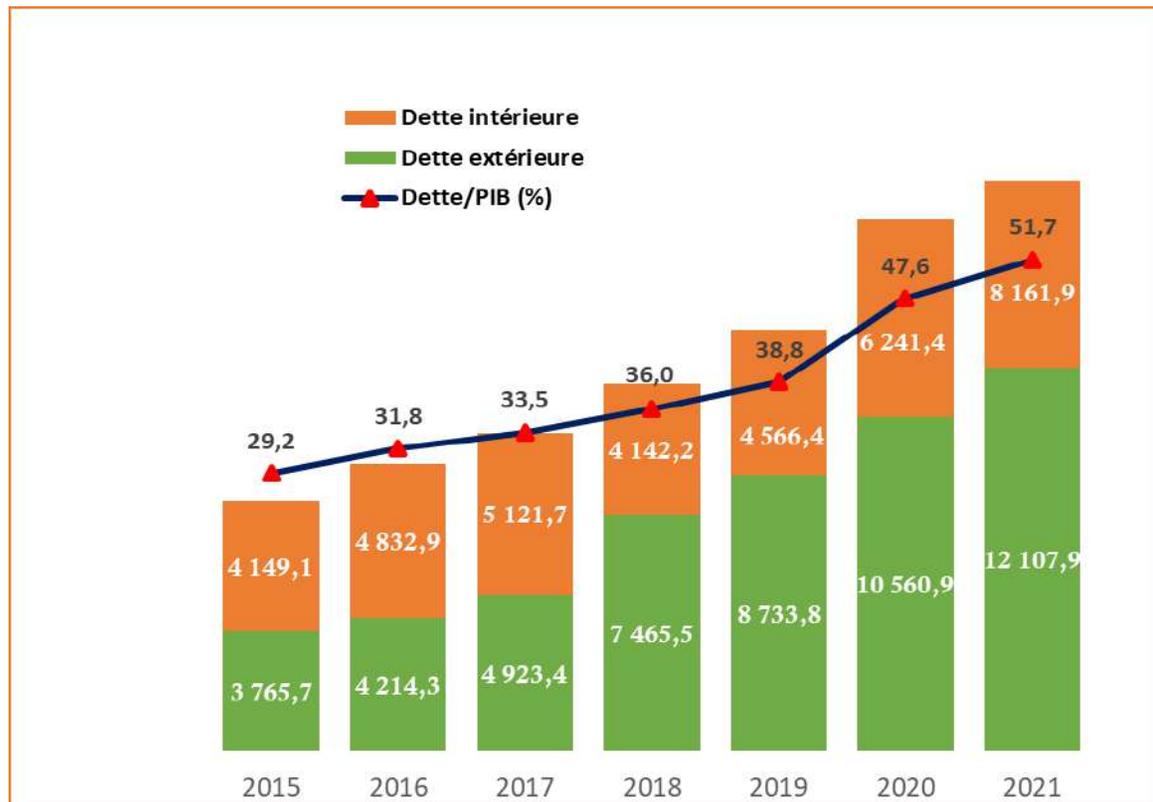
¹ Le dépassement de seuil constaté peut autoriser le FMI à user de jugement dans le cadre de la notation du risque et le reclassifier en « élevé ». Voir note en annexe.

Contexte de la dette

L'encours de la dette de l'administration centrale est estimé à 20 269,8 milliards de franc CFA (51,7% du PIB) à fin 2021 contre 16 802,3 milliards de franc CFA (47,6% du PIB) à fin 2020 et se compose de 12 107,9 milliards de franc CFA (59,7%) de dette extérieure² et 8 161,9 milliards de franc CFA (40,3%) de dette intérieure.

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 20 924,6 milliards de franc CFA (53,4% du PIB) à fin 2021. Il est composé de 12 623,9 milliards de franc CFA (60,3%) de dette extérieure et 8 300,7 milliards de franc CFA (39,7%) de dette intérieure.

Graphique 1 : Evolution de l'encours de la dette de l'administration centrale



Source : DGTCP/DDPD

² La classification de la dette repose sur le critère de devise pour l'exercice de SDMT.

Contexte des prévisions macroéconomiques

La période 2022-2032 afficherait en moyenne un taux de croissance réel du PIB d'environ 6,8% avec notamment la mise en œuvre du PND 2021-2025 ainsi que du plan de Vision 2022-3032 prônée par Président de la République et dont l'un des objectifs majeurs demeure le doublement du PIB par habitant entre 2020 et 2032.

Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB sur la période 2022-2032 tiennent compte aussi bien de l'amointrissement de l'impact de la COVID 19 et la crise Ukraine-Russie sur l'économie que de la stabilité sociopolitique, de la normalisation de la pluviosité, de la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et de la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait croître de 2,8% en moyenne tiré par l'agriculture vivrière (+2,3%) et l'agriculture d'exportation (+3,1%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements prévus dans le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) notamment ceux relatifs à la maîtrise de l'eau et aux distributions de semences améliorées. Le secteur secondaire progresserait en moyenne annuelle de 8,6%, soutenu par les BTP (+11,0%), les autres industries manufacturières (+6,5%), l'extraction minière (+7,9%) et l'énergie (+9,3%). La croissance de l'industrie agro-alimentaire est attendue à environ 6,3% en moyenne annuelle sur la période, soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP). Le secteur tertiaire évoluerait de 7,5% en moyenne par an sur la période 2022-2032 grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport, les télécommunications et le commerce qui augmenteraient respectivement d'environ 7,6%, 6,5% et 7,9%. Les autres services devraient, quant à eux, afficher une croissance moyenne d'environ 7,5%. Le secteur non marchand devrait progresser en moyenne de 3,3% par an prenant en compte les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous. Les droits et taxes ressortiraient en moyenne en hausse de 7,0% par an, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+11,6%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+4,7%). En effet, les investissements seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne par an à 29,8% du PIB. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,5% en moyenne par an sur la période 2022-2032. Quant à la consommation finale, elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois. Les importations de biens et services progresseraient de 5,6% en moyenne par an sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations de biens et services seraient en hausse de 5,7% en moyenne par an en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

S'agissant de l'évolution des opérations financières de l'Etat sur la période 2021-2031, elle est caractérisée par une amélioration continue de la mobilisation des recettes ainsi que par une augmentation des dépenses totales due à la prise en compte des besoins croissants de la population. L'évolution des principaux postes est présentée ci-après.

Les recettes et dons ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 9,4% de 2021 à 2031, passant de 6 140,2 milliards de FCFA en 2021 à 15 092,6 milliards de FCFA en 2031. Cette évolution est rendue possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales ont connu une croissance annuelle moyenne de 10,9% avec une progression annuelle moyenne de 0,3 point de pourcentage.

Sur la période 2021-2031, les dépenses publiques sont passées de 8 102,0 milliards de FCFA en 2021 à 15 976,0 milliards de FCFA en 2031. Sur la période indiquée, elles évoluent de 7,0% en moyenne par an. Le déficit budgétaire serait en moyenne de 3,7% du PIB sur la période 2021-2031. Le déficit budgétaire a connu une amélioration passant de 5,6% en 2020 à 5,0% du PIB en 2021. Il atteindrait 3,0% du PIB en 2025 pour se maintenir jusqu'en 2031 conformément aux normes communautaires. Le ratio recettes et dons sur PIB se maintiendrait en moyenne à 16,2% contre un ratio de dépenses totales sur PIB de 19,1% par an en moyenne.

S'agissant de l'évolution des opérations financières de l'Etat sur la période 2022-2041, elle est caractérisée par une amélioration continue de la mobilisation des recettes ainsi que par une augmentation des dépenses totales due à la prise en compte des besoins croissants de la population. L'évolution des principaux postes est présentée ci-après.

Les recettes et dons devraient enregistrer une croissance annuelle de 8,6% de 2022 à 2041, passant de 6 427,7 milliards de FCFA en 2022 à 30 690,2 milliards de FCFA en 2041. Cette évolution serait possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales connaîtraient une croissance annuelle moyenne de 9,4% avec une progression annuelle moyenne de 0,2 point de pourcentage.

Sur la période 2022-2041, les dépenses publiques passeraient de 9 016,4 milliards de FCFA en 2022 à 31 962,4 milliards de FCFA en 2041. Sur la période indiquée, elles évolueraient de 6,9% en moyenne par an. Le déficit budgétaire connaîtrait une amélioration passant de 5,0% du PIB en 2021 à 3,0% du PIB en 2025 pour se maintenir à ce niveau jusqu'en 2041, conformément aux normes communautaires. Le ratio recettes et dons sur PIB se maintiendrait en moyenne à 16,9% contre un ratio de dépenses totales sur PIB de 18,7% par an en moyenne.

Sur la période 2022-2026, les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 12,8% en moyenne, en lien avec la vision du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration continue de la mobilisation des recettes.

Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 13,6% en moyenne annuelle sur la même période.

Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 19,8% en moyenne annuelle sur la période 2022-2026, due à la prise en compte des besoins croissants de la population.

Le déficit budgétaire devrait s'afficher à 6,0% en 2022, en raison de la crise russo-ukrainienne et devrait atteindre 3,0% en 2025, en conformité avec les normes communautaires. En 2023, le déficit budgétaire s'établirait à 4,8%.

Sur la période 2027-2041, les recettes et dons devraient enregistrer une croissance annuelle moyenne de 7,7%, passant de 10 863,6 milliards de FCFA en 2027 à 30 690,2 milliards de FCFA en 2041. Cette évolution serait possible grâce à un effort de mobilisation de l'ensemble des recettes. En effet, les recettes fiscales connaîtraient une croissance annuelle moyenne de 8,3% avec une progression annuelle moyenne de 0,2 point de pourcentage.

Concernant les dépenses publiques, elles passeraient de 12 229,9 milliards de FCFA en 2027 à 31 962,4 milliards de FCFA en 2041. Sur la période indiquée, elles évolueraient de 7,1% en moyenne par an. Le déficit budgétaire devrait se maintenir à 3,0% du PIB sur la période, conformément aux normes communautaires. Le ratio recettes et dons sur PIB se maintiendrait en moyenne à 17,3% contre un ratio de dépenses totales sur PIB de 18,3% par an en moyenne.

L'inflation est passée de 2,4% en 2020 à 4,2% 2021 et se situerait à 4,5% en 2022 au-dessus du seuil communautaire de 3%. Cette hausse de l'inflation est due principalement à l'augmentation des prix des produits comestibles, à la désorganisation des circuits d'approvisionnement au Burkina, au Mali et au Niger, principaux fournisseurs du pays en bétail et en produits du cru. A partir de 2023, l'inflation serait contenue en dessous de 3%, grâce aux mesures de soutien aux filières vivrières et au renforcement de la sécurité dans les Etats membres de l'UEMOA en proie aux attaques des groupes terroristes.

Concernant le secteur extérieur, le compte des transactions courantes serait, en moyenne, déficitaire de 5,2% du PIB sur la période 2022-2026, malgré la croissance des exportations. Les importations baisseraient en 2023, en lien avec le repli des cours de certains biens d'équipement et intermédiaires ainsi que celui du pétrole. Elles évolueraient, par la suite, à un rythme croissant, en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre du programme d'investissement. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel, en liaison, avec les paiements au titre du fret sur les importations et l'augmentation des services techniques reçus des non-résidents.

Quant aux revenus, le déficit perdurerait en raison du paiement des intérêts sur la dette extérieure, des versements dus aux non-résidents au titre des revenus d'investissements privés ainsi que des montants payés au titre des prélèvements communautaires (PCS et PCC).

Par contre, le compte de capital devrait rester positif, grâce aux dons projets reçus. En outre, le compte financier enregistrerait des entrées nettes de capitaux, en lien avec les investissements directs étrangers reçus et les mobilisations de ressources financières extérieures de l'Administration publique.

S'agissant du compte financier, il se caractériserait par des entrées nettes de capitaux étrangers, grâce à la hausse des investissements directs étrangers et la poursuite des mobilisations de ressources financières extérieures de l'Etat. Le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire sur la période 2022-2026.

Sur la période 2027-2041, les comptes extérieurs devraient conserver le même profil que sur la période 2022-2026. Ainsi, le compte des transactions courantes demeurerait déficitaire, malgré la croissance des exportations. S'agissant des importations de biens, elles continueraient d'augmenter, en lien, notamment, avec la poursuite des achats de biens intermédiaires et d'équipement pour satisfaire les besoins en investissements. Les déficits des services et des revenus, quant à eux, se creuseraient davantage.

Concernant le compte financier, il enregistre des entrées nettes de capitaux sur toute la période. Quant au solde global, il serait en général déficitaire, en relation avec la persistance du déficit du compte des transactions courantes.

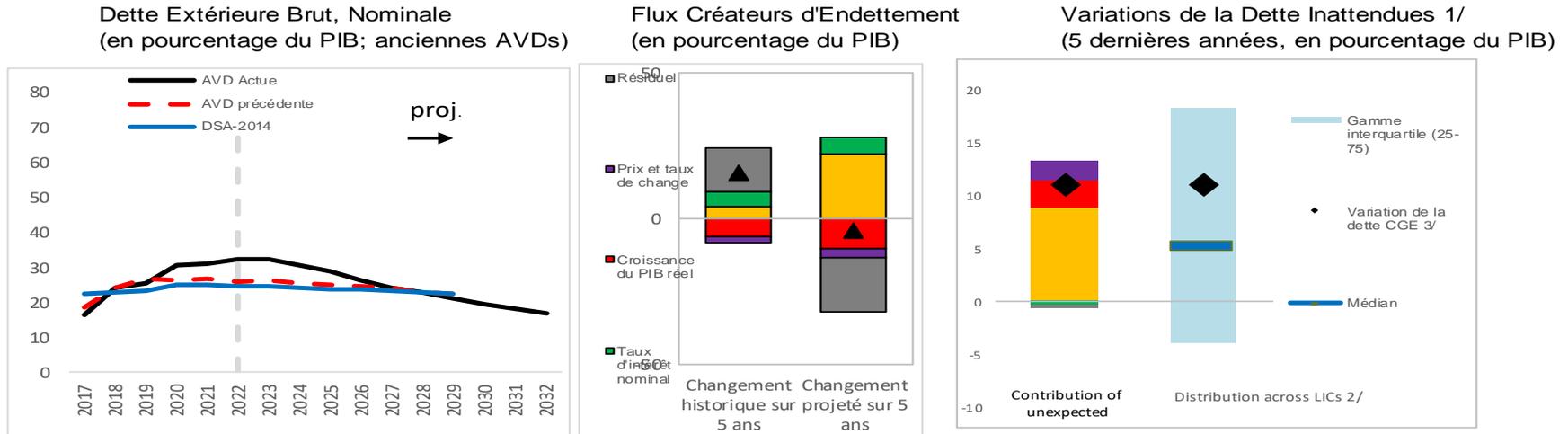
Les crédits à l'économie augmenteraient, en soutien au financement du secteur privé qui bénéficierait de l'amélioration du climat des affaires et de la poursuite des actions de développement du Gouvernement après 2026. Ils impulseraient une augmentation continue de la masse monétaire.

Sur la période 2022-2026, les besoins bruts de financement de l'Etat devraient être comblés en moyenne par des ressources extérieure et intérieure, respectivement à hauteur de 45% et 55% et se situer à 4 760,7 milliards de francs CFA en moyenne, conformément à la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) 2022-2026. Les ressources extérieures seraient composées de financements pour des emprunts projets ou programmes concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 18%, 44%, 10% et 28% sur la période 2022-2026. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long terme respectivement à hauteur de 10%, 55%, et 35% sur la même période. Cette stratégie privilégie la prévention contre l'exposition de risque de change à travers le recours au marché international en Euro. Par ailleurs, il serait indiqué de privilégier également la dette à taux fixe pour se prémunir contre le risque de taux d'intérêt, au regard de la conjoncture mondiale actuelle. Les financements intérieurs devraient privilégier davantage les instruments de moyen et long terme.

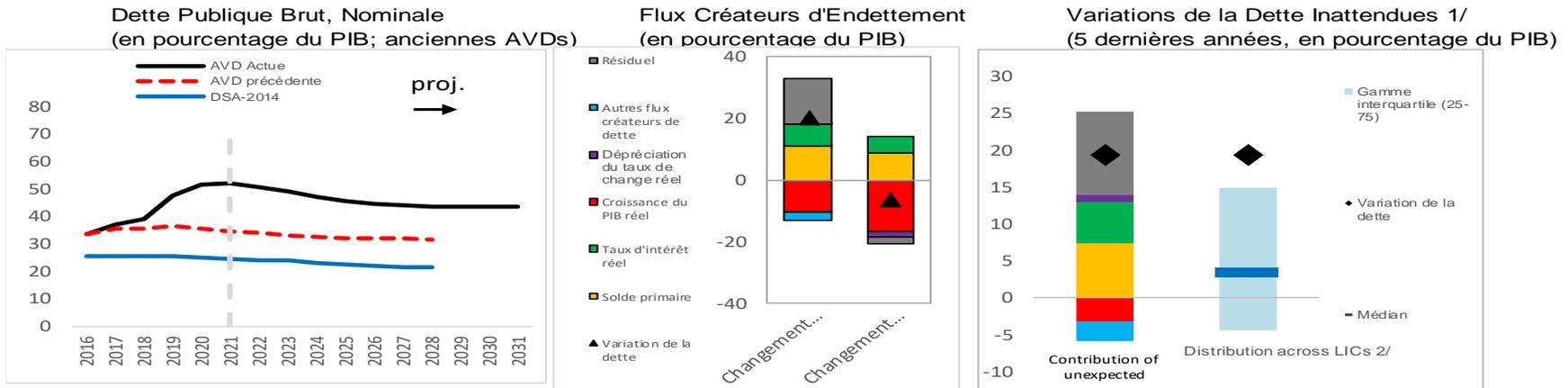
Sur la période 2022-2041, les besoins bruts de financement de l'Etat devraient être comblés en moyenne par des ressources extérieure et intérieure, respectivement à hauteur de 43% et 57% et se situer à 12 034,2 milliards de francs CFA en moyenne.

Les outils de réalisme du Cadre de Viabilité de la Dette ont permis de conforter les projections macroéconomiques, relativement au scénario de référence. Les graphiques ci-après illustrent les outils de réalisme.

Graphique 2 : Moteurs de la dynamique de la dette extérieure – scenario de référence



Graphique 3 : Moteurs de la dynamique de la dette publique totale – scenario de référence



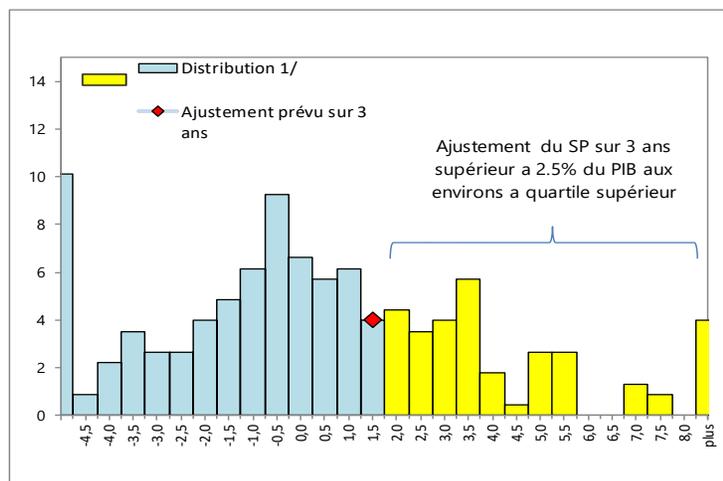
1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

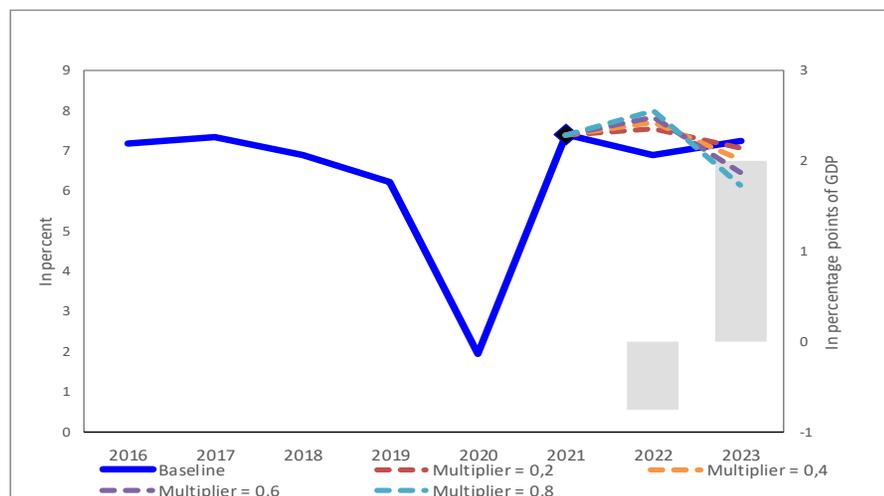
Graphique 4 : Outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire (points de pourcentage du PIB)



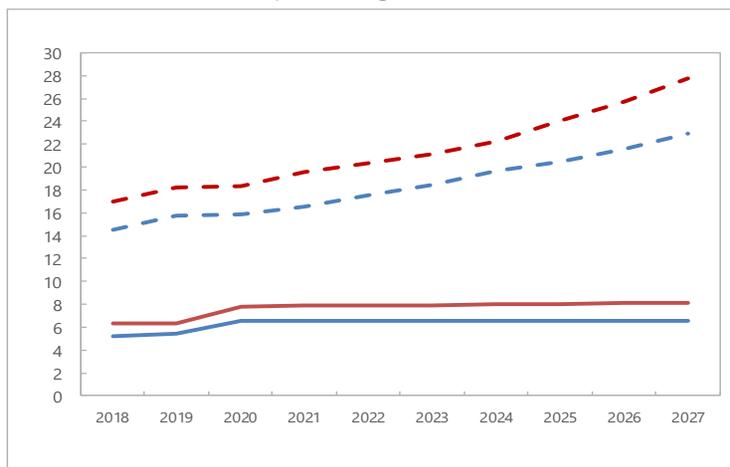
1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PPK (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



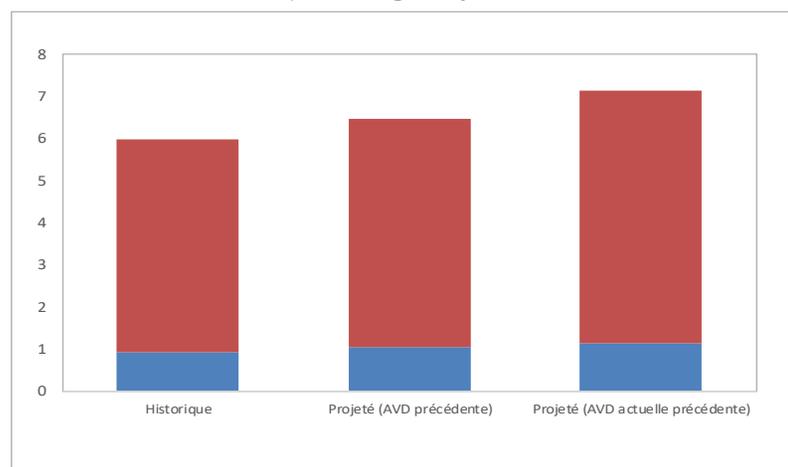
1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'Investissement Public et Privé (en pourcentage du PIB)



— Investissement public - AVD précédente — Investissement public - AVD actuelle
- - - Investissement privé - AVD précédente - - - Investissement privé - AVD actuelle

Contribution à la croissance du PIB réel (pourcentage, moyenne sur 5 ans)



■ Contribution d'autres facteurs
■ Contribution de l'investissement public

Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios

Le Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) s'appuie sur le cadre macroéconomique et sur d'autres informations spécifiquement nationales pour classer les pays en fonction de leur capacité à s'endetter. Pour appréhender les différents facteurs influant sur la capacité d'un pays à s'endetter, le CVD utilise un indicateur composite (IC). Celui-ci rend compte de l'incidence des différents facteurs à l'aide d'une moyenne pondérée du score du Country Policy Institutional Assessment (CPIA) de la Banque mondiale, de la croissance du PIB réel du pays, des envois de fonds des travailleurs émigrés, des réserves de change et de la croissance mondiale.

L'IC détermine le classement des pays dans l'une des trois catégories : faible, moyenne, élevée. La capacité d'endettement d'un pays est considérée comme faible si son IC est inférieur à 2,69, moyenne s'il se situe entre 2,69 et 3,05 et élevée s'il dépasse 3,05.

L'indice de la Côte d'Ivoire ressort à 2,96 et correspond à une capacité d'endettement moyenne. Les principaux éléments qui ont permis d'atteindre ce score sont les performances réalisées sur le CPIA et la couverture des réserves de change en mois d'importation de biens et services de l'UEMOA.

Tableau 2 : Indicateur composite et tableaux de seuils

Components	Coefficients (A)	10-year average values (B)	CI Score components (A*B) = (C)	Contribution of components
CPIA	0,385	3,519	1,35	46%
Real growth rate (in percent)	2,715	6,019	0,16	6%
Import coverage of reserves (in percent)	4,052	45,917	1,86	63%
Import coverage of reserves*2 (in percent)	-3,990	21,084	-0,84	-28%
Ramittances (in percent)	2,022	0,294	0,01	0%
World economic growth (in percent)	13,520	3,050	0,41	14%
CI Score			2,96	100%
CI rating			Medium	

New framework			
Cut-off values			
Weak	CI <	2,69	
Medium	2,69 ≤ CI ≤		3,05
Strong	CI >	3,05	

AVD externe

Dans le cadre du scénario de référence, les indicateurs de solvabilité (le ratio de la Valeur Actuelle de la dette extérieure rapportée au PIB et aux exportations) demeurent en dessous de leurs seuils respectifs sur la période 2022-2032.

De même, le ratio service de la dette extérieure rapporté aux exportations reste en dessous de son seuil sur toute la période d'analyse.

Toutefois, le ratio service de la dette extérieur rapporté aux recettes budgétaires hors dons dépasse son seuil de 19,63% en 2025 (pour une limite de 18%).

Le CVD comporte des tests de résistance qui permettent d'évaluer la sensibilité des indicateurs de surendettement de la dette extérieure projetés en cas de changements d'hypothèses. Le tableau 3 résume les résultats des tests de résistance relatifs aux différents indicateurs.

Tableau 3 : Evolution prévue des indicateurs de la dette extérieure publique et publiquement garantie dans le cadre des tests de résistance standards et adaptés³, comparée aux seuils.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Tests standards				
<p>La croissance du PIB réel est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et troisième année de la période de projection.</p> <p>La croissance du PIB passe respectivement de 7,2% en 2023 et 7,0% 2024 à 4,8% en 2023 et 4,6% en 2024.⁴</p>	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 30,47% en 2022 à 31,28% en 2023 puis baisse à 16,84% en 2032. Pas de dépassement de seuil	Exposition aux chocs négatifs liés au taux de croissance
	VA/EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 120,95% en 2022 à 129,55% en 2024 avant de baisser à 85,88% en 2032. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8,67% en 2022 à 14,47% en 2025 avant de baisser à 12,60% en 2032. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/	18%	Le ratio augmente de 15,28% en 2022 à 19,21% en 2024 et	

³ Tests de résistance adaptés : Ce sont des tests qui s'appliquent aux pays exposés à un ensemble de risques spécifiques. Il s'agit des catastrophes naturelles, de la volatilité des prix des produits de base et des tensions sur les financements de marché.

⁴Le calibrage du test sur le taux de croissance donne des valeurs aberrantes en raison du rebasage intervenu en 2020. Le taux de croissance moyen sur les dix dernières années revient à 13,89% et l'écart-type à 25,24.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
	RECETTES BUDGETAIRES HORS DON		reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2026 à 18,51% avant de baisser à 16,94 en 2029 et d'augmenter à 17,39% en 2030 puis baisse à 14,58% en 2032. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2024-2026]	
<p>Le solde primaire/PIB est fixé à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>Le solde primaire/PIB passe respectivement de 1,8% en 2023 et 1,5% en 2024 pour atteindre 2,3% en 2023 et 2,0 2024.</p>	VA/PIB	40%	Le ratio baisse de 30,47% en 2022 à 16,59% en 2032. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés au solde primaire
	VA/EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 120,95% en 2022 à 132,27% en 2024 avant de baisser à 91,23% en 2032. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8,67% en 2022 à 14,62% en 2025 avant de baisser à 13,39% en 2027 et d'augmenter à 14,75% en 2030 puis baisse à 13,09% en 2032. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 15,28% en 2022 à 19,83% en 2025 et baisse à 15,71% en 2027 et d'augmenter à 16,51% en 2030 puis baisse à 14,05% en 2032. Dépassement du seuil sur un (01) an [2025]	
<p>La croissance des exportations nominales (en dollars US) est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>La croissance des exportations passe respectivement de 3,1% et 3,5% en 2022 et 2023 à -1,8% en 2023 et 2024.</p>	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 30,47% en 2022 à 35,25% en 2024 avant de baisser à 20,19% en 2032. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés aux exportations
	VA/EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 120,95% en 2022 à 190,59% en 2024 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2026 à 182,11% avant de baisser à 132,39% en 2032. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2024-2026]	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8,67% en 2022 à 16,04% dès 2024 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2032 à 19,22%. Dépassement du seuil sur neuf (09) ans [2024-2032]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 15,28% en 2022 à 18,96% en 2024 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2026 à 19,49% puis baisse à 18,09% en 2028 et passe son seuil en 2030 à 18,84% jusqu' en 2031 de à 19,74% avant de baisser à 17,29% en 2032. Dépassement du seuil sur six (06) ans [2024-2026, 2028, 2030-2031]	
<p>Les ratios transferts courants/PIB et IDE/PIB sont fixés à leurs moyennes historiques minorées d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>Les transferts courants/PIB passent de 0,6% en 2023 et 0,5% en 2024 à 1,2% en 2023 et 2024.</p> <p>Aussi, les IDE/PIB passent de 0,8% en 2023 et 2024 à 1,7% en 2023 et en 2024.</p>	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 30,47% en 2022 à 31,64% en 2024 et baisse à 17,67% en 2032. Pas de dépassement du seuil	<p>Exposition aux chocs négatifs liés aux transferts courants et aux IDE</p>
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 120,95% en 2022 à 143,44% en 2024 avant de baisser à 97,19% en 2032. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8,67% en 2022 à 15,22% en 2025 avant de baisser à 13,96% en 2027 et de passer au-dessus de son seuil à 15,56% en 2030 et à 15,68% en 2031 puis baisse en 2032 à 14,19%. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2025, 2030-2031]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 15,28% en 2022 à 18,32% en 2024 et reste au-dessus de son seuil à 18,12% en 2026 avant de baisser à 17,42% en 2030 et	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
			d'augmenter à 17,52% en 2031 puis baisse à 15,22% en 2032. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2024-2026]	
Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % de la monnaie nationale par rapport au dollar us pendant la seconde année de la période de projection ou du montant nécessaire pour résorber l'écart estimé de surévaluation du taux de change réel, en prenant la plus élevée de ces deux valeurs	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 30,47% en 2022 à 37,79% en 2023 avant de baisser à 17,22% en 2032. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés au taux de change euro/dollar
	VA/EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 120,95% en 2022 à 128,76% en 2023 et baisse à 75,46% en 2032. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8,67% en 2022 à 13,81% en 2025 avant de baisser à 12,50% en 2027 et d'augmenter à 13,76% en 2030 puis baisser à 11,18% en 2032. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 15,28% en 2022 à 19,87% en 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2030 à 19,33% avant de baisser à 15,05% en 2032. Dépassement du seuil sur huit (08) ans [2023-2030]	
Application de tous les chocs individuels précédents avec la moitié de leur amplitude.	VA/ PIB	40%	Le ratio passe de 30,47% en 2022 à 34,28% en 2023 avant de baisser à 17,67% en 2032. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés à la combinaison de tous les chocs précédents à la moitié de leur amplitude
	VA/EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 120,95% en 2022 à 143,65% en 2023 avant de baisser à 133,97 en 2024 puis augmente à 143,11 en	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
			2025 et baisse à 98,57% en 2032. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8,67% en 2022 à 14,48% en 2024 et passe son seuil en 2025 à 16,28% et à 15,37% en 2026 avant de baisser à 14,86% en 2027 puis passe au-dessus de son seuil de 15,61% en 2028 à 16,11% en 2031 avant de baisser à 14,48% en 2032 Dépassement du seuil sur six (06) ans [2025-2026, 2028-2031]	
	SERVICE DE LA DETTE/ BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 15,28% en 2022 à 20,13% en 2024 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2026 à 19,06% avant de baisser à 17,43% en 2029 pour passer son seuil en 2030 à 18,53% puis baisse à 15,32% en 2032. Dépassement du seuil sur quatre (04) ans [2024-2026, 2030]	
Tests adaptés				
Combinaison de tous les passifs conditionnels Ce choc consiste en une hausse ponctuelle du ratio dette/PIB pendant la deuxième année de la projection. Il se compose (i) d'une valeur de départ minimum de 5 % du PIB (représentant le coût moyen pour l'État d'une crise financière dans un PFR depuis 1980) et (ii) d'une valeur adaptée tenant compte d'autres chocs éventuels sur des parties du secteur public qui ne sont pas comprises dans la définition de la dette publique utilisée dans l'AVD (voir Tableau 1 sur la couverture de la dette publique). Le ratio de la dette publique totale augmente de 8,8% et passe de 50,6% à 59,4% en 2023.	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 30,47% en 2022 à 32,67% en 2023 avant de baisser à 20,04% en 2032. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs liés au passif conditionnel
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 120,95% en 2022 à 141,48% en 2024 avant de baisser à 110,22% en 2032. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8,67% en 2022 à 15,12% en 2025 avant de baisser à 14,11% en 2027 puis de passer au-dessus de son seuil à 15,55% en 2030 jusqu'en 2031 à 15,28% et baisse à 13,89% en 2032. Dépassement du seuil sur trois (03) ans	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
			[2025 ? 2030-2031]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 15,28% en 2022 à 18,66% en 2024 et reste au-dessus de son seuil à 18,14% en 2026 avant de baisser à 14,90% en 2032. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2024-2026]	
Catastrophe naturelle et produits de base	Non applicable			
Prix des produits de base				
Financement de marché				

Risque global de surendettement

Le ratio VA dette publique/PIB demeure en-dessous de son point de référence de 2022 à 2032 avec un écart moyen de 10,92% par rapport à son seuil qui se situe à 55%. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc sur le taux de croissance économique (la croissance du PIB passerait de 7,3% en 2023 et 7,0% 2024 à respectivement 4,8% en 2023 et 4,6% 2024).

Le CVD comporte des tests de résistance qui permettent d'évaluer la sensibilité des indicateurs de surendettement de la dette publique et publiquement garantie, projetés en cas de changements d'hypothèses. Le tableau 4 résume les résultats des tests de résistance relatifs aux différents indicateurs.

Tableau 4 : Evolution prévue des indicateurs de la dette publique et publiquement garantie dans le cadre des tests de résistance standards et adaptés, comparée aux seuils.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Tests standards				
<p>La croissance du PIB réel est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et troisième année de la période de projection.</p> <p>La croissance du PIB passe respectivement de 7,2% en 2023 et 7,0% 2024 à 4,8% en 2023 et 4,6% en 2024.⁵</p>	VA/PIB	55%	<p>Le ratio augmente de 50,11% en 2022 à 51,96% en 2024 avant de baisser à 50,75% en 2026 puis augmente pour passer au-dessus de son seuil à 55,20% en 2031 et à 56,62% en 2032.</p> <p>Dépassement du seuil sur deux (02) ans [2031-2032]</p>	Exposition aux chocs sur la croissance
<p>Le solde primaire/PIB est fixé à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>Le solde primaire/PIB passe respectivement de 1,8% en 2023 et 1,5% en 2024 pour atteindre 2,8 % en 2023 et 2,5 2024.</p>			<p>Le ratio baisse à 50,11% en 2022 à 43,55% 2030 avant d'augmenter à 43,75% en 2032.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	

⁵Le calibrage du test sur le taux de croissance donne des valeurs aberrantes en raison du rebasage intervenu en 2020. Le taux de croissance moyen sur les dix dernières années revient à 13,89% et l'écart-type à 25,24.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
<p>La croissance des exportations nominales (en dollars US) est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>La croissance des exportations passe respectivement de 3,1% et 3,5% en 2022 et 2023 à -1,8% en 2023 et 2024.</p>			<p>Le ratio augmente de 50,11% en 2022 à 52,48% en 2024 et baisse à 46,20% en 2032.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	
<p>Les ratios transferts courants/PIB et IDE/PIB sont fixés à leurs moyennes historiques minorées d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>Les transferts courants/PIB passent de 0,6% en 2023 et 0,5% en 2024 à 1,2% en 2023 et 2024.</p> <p>Aussi, les IDE/PIB passent de 0,8% en 2023 et 2024 à 1,7% en 2023 et en 2024.</p>			<p>Le ratio baisse de 50,11% en 2022 à 44,12% en 2031 avant d'augmenter à 44,15% en 2032.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	
<p>Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % de la monnaie nationale par rapport au dollar us pendant la seconde année de la période de projection ou du montant nécessaire pour résorber l'écart estimé de surévaluation du taux de change réel, en prenant la plus élevée de ces deux valeurs.</p>			<p>Le ratio augmente de 50,11% en 2022 à 54,73% en 2023 avant de baisser à 37,28% en 2031 et d'augmenter à 36,38% en 2032.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	
<p>Application de tous les chocs individuels ci-dessus avec la moitié de leur amplitude.</p>			<p>Le ratio baisse de 50,11% en 2022 à 40,72% en 2030 avant d'augmenter à 40,98 en 2032.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	
Tests adaptés				
<p>Combinaison de tous les passifs conditionnels Ce choc consiste en une hausse ponctuelle du ratio dette/PIB pendant la deuxième année de la projection. Il se compose (i) d'une valeur de départ minimum de 5 % du PIB (représentant le coût moyen pour l'État d'une crise financière dans un PFR depuis 1980) et (ii) d'une valeur adaptée tenant compte d'autres chocs éventuels sur des parties du secteur public qui ne sont pas comprises dans la définition de la dette publique utilisée dans l'AVD (voir Tableau 1 sur la couverture de la dette publique).</p> <p>Le ratio de la dette publique totale augmente de 8,8% et passe de 50,6% à 59,4% en 2023.</p>	VA/PIB	55%	<p>Le ratio augmente de 50,11% en 2022 à 56,96% en 2023 avant de baisser à 48,97% en 2031 et augmente à 49,09% en 2032.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	Pas de vulnérabilité

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Catastrophe naturelle	Non applicable			
Prix des produits de base				
Financements de marché				

Module de marché

Pour les PFR ayant accès aux marchés, le cadre produit un signal supplémentaire à propos du degré de tensions sur les financements de marché dans le scénario de référence. Les tensions sur les marchés ont souvent résulté de la coïncidence de besoins de liquidités élevés avec une période où l'opinion des marchés se dégrade. Dans ce module, les besoins de liquidités à court terme, mesurés par les besoins de financement publics bruts prévus par le scénario de référence pour les trois prochaines années, et la perception des marchés au moment présent, mesurée par le dernier écart de rendement dans l'EMBI, sont comparés à leurs références respectives indiquées ci-dessous :

Tableau 5 : Tension de liquidité sur les marchés

Graphique 5. Cote d'Ivoire: indicateurs des risques de financement de marché

	GFN	1/	EMBI	2/
Niveaux de référence	14		570	
Valeurs actuelles	6		350	
Dépassement	No		No	
Besoins accrus de liquidité potentiels	Low			

1/ Besoins de financement bruts maximum (BFB) sur un horizon de projection de référence de trois ans.

2/ Les spreads EMBI correspondent à la valeur maximale de la dernière période de trois mois..

Le cadre de viabilité de la dette indique que le risque de besoin de liquidité à court terme est faible.

Notation des risques et points faibles

Le risque de surendettement extérieur reste modéré⁶. Toutefois, le portefeuille de la dette extérieure reste vulnérable à un choc négatif sur la croissance du PIB, les recettes d'exportations, le taux change de l'euro par rapport au dollar US et les passifs conditionnels.

Le risque de surendettement global demeure également modéré. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc sur le taux de croissance économique.

Le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu nécessite que les utilisateurs caractérisent le degré de vulnérabilité de la dette dans les pays notés à risque modéré de surendettement externe. La solidité de la situation de la dette d'un pays à risque modéré de surendettement est déterminée par la « marge » dont il dispose pour absorber des chocs sans être rétrogradé à une notation de risque élevé de surendettement.

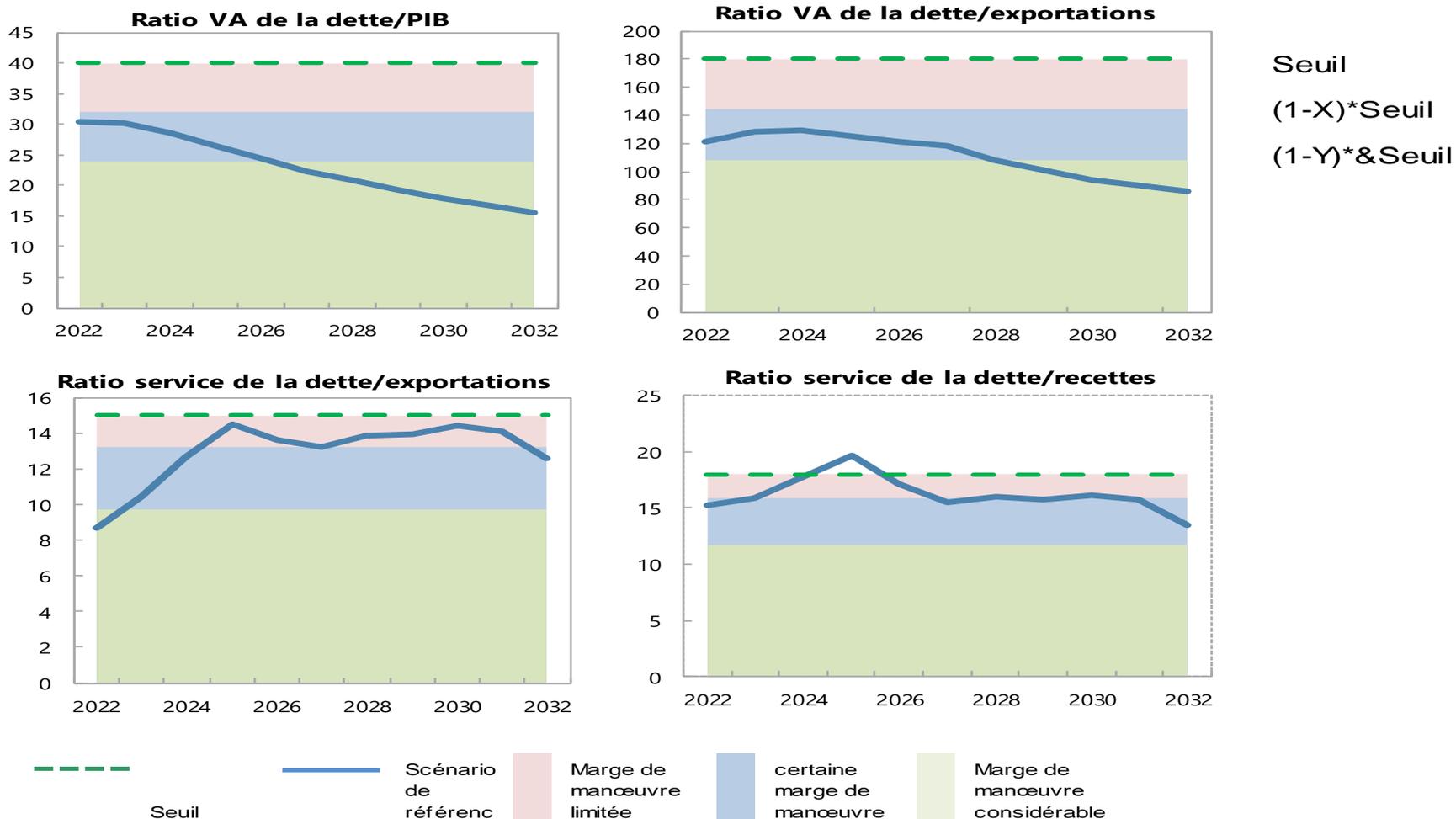
Le CVD indique qu'il n'y a aucune marge d'absorption des chocs pour la Côte d'Ivoire⁷ en raison d'un dépassement de seuil du ratio service de la dette extérieure rapporté aux recettes budgétaires hors don en 2025.

⁶ Même si l'analyse conclut à un risque de surendettement modéré, il faut noter que la trajectoire des indicateurs dans leur scénario de référence n'est pas idéale. Selon les bonnes pratiques, la trajectoire des indicateurs devrait être une cloche tandis que dans le cas de la Côte d'Ivoire, les courbes sont quasiment parallèles au seuil. (Voir graphique en annexe)

⁷ Voir graphique 5

Graphique 5 : Catégorie de risque modéré

Graphique 5. Cote d'Ivoire: qualification de la catégorie de risque modéré 2022-2032 1/



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

Pour les seuils des ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes, x est égal à 12 % et y à 35 %.

Compte tenu des contraintes liées aux marges d'absorption des chocs, il est fortement recommandé de concentrer les efforts sur l'amélioration des ratios de liquidité. L'Etat devrait continuer :

- d'accélérer la transformation de nos matières premières afin d'améliorer les recettes d'exportation ;
- d'améliorer les recettes budgétaires hors dons à travers :
 - la poursuite et l'accélération du processus des suppressions des exonérations fiscales et des régimes dérogatoires non productifs ;
 - la consolidation de la fiscalisation des activités informelles, des niches fiscales et des produits agricoles, notamment l'économie numérique et le secteur agricole ;
 - le renforcement du cadastrage en vue d'élargir l'assiette de l'impôt foncier ;
- de réduire le service de la dette extérieure en :
 - privilégiant les emprunts concessionnels et semi-concessionnels comportant un élément don d'au moins 25% à travers une planification triennale des projets ;
 - priorisant les financements à rentabilité financière avérée dans le cadre des partenariats publics privés (PPP) ;
 - accroissant la participation des fonds de pensions, des compagnies d'assurances et de réassurances ainsi que des personnes physiques aux émissions des titres publics ;
 - amenant les investisseurs étrangers à participer aux émissions de titres publics sur le marché régional ;

Pour atténuer les vulnérabilités du portefeuille de la dette, il est fortement recommandé la mise en œuvre, à moyen et long terme, des mesures suivantes :

- maintenir durablement la stabilité macroéconomique à travers la mise en œuvre effective des réformes économiques ;
- poursuivre les efforts d'amélioration du score CPIA en vue d'augmenter la capacité d'endettement de la Côte d'Ivoire au regard de la classification Banque Mondiale/FMI ;
- poursuivre la promotion de la consommation interne afin de renforcer l'endogénéisation de la croissance et réduire l'exposition de notre économie aux chocs externes ;
- Accélérer l'intégration des recettes des entreprises publiques dans le TOFE ;

En outre, le Gouvernement devrait continuer la mise en œuvre effective des réformes budgétaires et l'amélioration de l'environnement des affaires ainsi que l'optimisation du recouvrement des recettes fiscales en vue d'assurer la transformation structurelle de l'économie et atteindre l'objectif d'une croissance économique forte, soutenue et inclusive. A cet effet, certaines mesures importantes doivent être prises : (i) maintenir la stabilité du cadre macroéconomique; (ii) poursuivre la mise en œuvre des mesures visant la réduction des délais de passation de marché ; (iii) créer un environnement des affaires propice à travers la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance en vue de renforcer la confiance du secteur privé et susciter un accroissement des investissements privés; (iv) accroître les recettes d'exportations par des mesures visant à assurer une meilleure compétitivité de l'économie ivoirienne; (v) poursuivre la modernisation des régies financières, les réformes fiscales, la révision des exonérations, l'élargissement de l'assiette fiscale aux petites

et moyennes entreprises et la fiscalisation progressive du secteur informel ; (vi) instituer un identifiant unique des entreprises ; (vii) achever et assurer la mise en œuvre effective du Compte Unique du Trésor (CUT), pour une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat; (viii) promouvoir les IDE et renforcer leurs traçabilités, afin de mieux apprécier leur impact sur la croissance économique et la viabilité de la dette ; (ix) poursuivre le géo référencement des immobilisations et des ressources naturelles du pays ; (x) renforcer le bureau d'informations sur le crédit ; (xi) constituer des valeurs marchandes à partir de la fiabilisation de la gestion du foncier ; (xii) mettre en œuvre les mesure visant à améliorer la capacité d'absorption des financements et à prévenir les risques liés aux PPP ; (xiii) exploiter au mieux le cadre des PPP dans le cadre des projets de montants élevés, afin d'éviter le recours à des emprunts conséquents.

En ce qui concerne la gestion de la dette publique, il importe que les financements relatifs aux investissements publics et autres besoins de l'Etat s'opèrent dans le cadre de la Stratégie de Gestion de la dette à Moyen Terme (SDMT). Aussi, le Gouvernement devra-t-il veiller à annexer la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme 2022-2026 au Budget. Cette stratégie mise en cohérence avec la présente AVD, devrait assurer la maîtrise des coûts et risques relatifs aux nouveaux financements. Dans le cas de nouvelles émissions d'Eurobonds, l'Etat devra accorder une primauté aux émissions en euro et assurer la couverture du risque de change pour les émissions en dollar par un swap en Euro/USD. En outre, un accent particulier sur la communication financière renforcerait le positionnement du Trésor Public auprès des investisseurs et partenaires financiers.

Tableaux et graphiques annexes

	Effectif	Projections								Moyenne 8/	
		2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2032	2042	Scénario	Projections
Dettes extérieures (nominales) 1/	30,9	32,3	32,4	30,8	28,9	26,6	24,4	17,1	4,1	18,7	24,9
<i>dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)</i>	<i>30,9</i>	<i>32,3</i>	<i>32,4</i>	<i>30,8</i>	<i>28,9</i>	<i>26,6</i>	<i>24,4</i>	<i>17,1</i>	<i>4,1</i>	<i>18,7</i>	<i>24,9</i>
Variation de la dette extérieure	0,4	1,4	0,1	-1,6	-1,9	-2,3	-2,1	-1,3	-1,0		
Flux générateurs d'endettement net identifiés	1,3	4,9	3,9	3,3	2,8	3,0	2,7	1,4	0,9	-1,4	2,6
Déficit extérieur courant hors intérêts	2,6	5,1	4,2	3,5	2,8	2,9	2,7	0,7	0,2	-0,4	2,5
Déficit de la balance des biens et services	-0,1	2,7	2,2	1,8	1,3	1,3	1,2	0,1	0,1	-0,2	1,1
Exportations	22,9	25,2	23,4	21,9	21,2	20,0	19,0	18,2	15,4		
Importations	22,8	27,9	25,5	23,7	22,5	21,3	20,2	18,3	15,1		
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	1,0	0,6	0,6	0,5	0,6	0,8	0,7	0,4	0,2	0,9	0,6
<i>dont : officiels</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres flux extérieurs courants (négatifs = entrées nettes)	1,6	1,7	1,4	1,2	1,0	0,9	0,7	0,1	0,2	1,5	0,8
IDE nets (négatifs = entrées)	1,3	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	-0,6	0,8
Dynamique endogène de la dette 2/	-2,6	-1,0	-1,0	-0,9	-0,9	-0,8	-0,7	-0,1	0,0		
Contribution du taux d'intérêt nominal	1,4	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	0,9	0,3		
Contribution de la croissance du PIB réel	-2,0	-2,0	-2,1	-2,1	-2,0	-1,9	-1,8	-1,0	-0,2		
Contribution des variations de prix et de taux de change	-2,0	...	...	...	...	...	...	...	...
Résiduel 3/	-0,9	-3,5	-3,7	-5,0	-4,7	-5,3	-4,9	-2,7	-1,9	1,0	-3,9
<i>dont : financement exceptionnel</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Indicateurs de viabilité											
VA de la dette extérieure CGE/PIB	28,1	30,5	30,1	28,4	26,5	24,3	22,4	15,6	4,0		
VA de la dette extérieure CGE/exportations	123,1	120,9	128,8	129,6	124,9	121,6	118,0	85,9	25,7		
Ratio service de la dette CGE/exportations	14,8	8,7	10,5	12,6	14,5	13,6	13,2	12,6	6,7		
Ratio service de la dette CGE/recettes	22,2	15,3	15,8	17,8	19,6	17,2	15,5	13,5	5,7		
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	5,1	6,0	6,1	6,4	6,8	7,2	7,3	6,6	6,3		
Principales hypothèses macroéconomiques											
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	7,4	6,9	7,2	7,0	7,3	7,2	7,3	5,9	4,8	7,5	6,8
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	7,2	-1,0	3,5	3,1	2,8	3,1	2,2	1,2	1,4	-0,4	1,8
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	5,2	3,5	3,7	3,9	4,0	4,2	4,3	5,4	5,6	4,5	4,4
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	22,6	16,7	3,1	3,5	6,7	4,2	4,0	4,5	5,4	2,9	6,5
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	34,9	29,9	1,5	2,6	4,6	4,7	3,8	5,1	4,1	5,0	6,8
Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	18,3	20,2	18,6	17,3	14,9	14,6	14,1	16,2	...	15,8
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	15,2	14,3	15,4	15,6	15,6	15,9	16,2	16,9	18,1	13,1	16,1
PIB nominal (milliards de dollars EU)	71	75	83	92	101	112	123	177	331		
Croissance du PIB nominal en dollars	15,1	5,8	11,0	10,4	10,4	10,5	9,7	7,1	6,3	7,1	8,7
Pour mémoire :											
VA de la dette extérieure 7/	28,1	30,5	30,1	28,4	26,5	24,3	22,4	15,6	4,0		
En pourcentage des exportations	123,1	120,9	128,8	129,6	124,9	121,6	118,0	85,9	25,7		
Ratio service de la dette/exportations	14,8	8,7	10,5	12,6	14,5	13,6	13,2	12,6	6,7		
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	19,9	22,8	25,0	26,1	26,8	27,2	27,4	27,6	13,1		
(VA _t - VA _{t-1})/PIB _{t-1} (en pourcentage)		4,1	3,0	1,3	0,8	0,4	0,2	-0,1	-0,7		
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	2,1	3,7	4,0	5,1	4,8	5,3	4,8	2,0	1,2		

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à $[r - g - \rho(1+g)]/(1+g + \rho + g)$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et ρ = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, compris

4/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

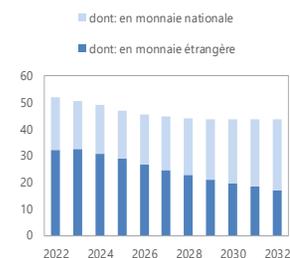
7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

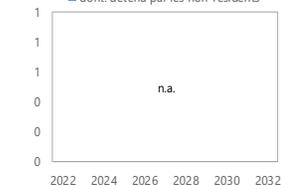
	Effectif			Projections												Moyenne 6/	
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2042	Scénario historique	Projections
Dettes du secteur public 1/	38,8	47,6	51,7	52	51	49	47	45	44,7	44,1	43,7	43,6	43,5	43,6	48,1	34,5	46,1
dont : libellée en devises	25,5	30,5	30,9	32,3	32,4	30,8	28,9	26,6	24,4	22,8	21,0	19,7	18,4	17,1	4,1	18,7	24,9
Variation de la dette du secteur public	1,7	8,8	4,1	0,4	-1,5	-1,7	-2,0	-1,4	-0,8	-0,6	-0,4	-0,2	0,0	0,1	0,5		
Flux générateurs d'endettement identifiés	-0,3	2,5	2,7	1,4	-0,7	-0,7	-1,4	-0,9	-0,6	-0,6	-0,5	-0,3	-0,2	-0,1	0,6	0,7	-0,4
Déficit primaire	0,8	3,7	3,0	3,8	1,8	1,5	0,8	1,1	1,4	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	1,7	1,3
Recettes et dons	15,0	15,0	15,7	15,0	16,1	16,1	16,0	15,9	16,2	16,8	16,9	17,0	16,7	17,0	18,1	13,8	16,3
dont : dons	0,8	0,5	0,5	0,7	0,7	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Dépenses primaires (hors intérêts)	15,8	18,7	18,7	18,8	17,9	17,6	16,8	17,1	17,6	17,6	17,7	17,9	17,4	17,7	18,8	15,5	17,6
Dynamique automatique de la dette	-0,1	-1,2	0,1	-2,4	-2,4	-2,2	-2,2	-2,1	-2,0	-1,5	-1,3	-1,1	-1,0	-0,8	-0,1		
Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance	-0,9	0,8	-1,7	-2,4	-2,4	-2,2	-2,2	-2,1	-2,0	-1,5	-1,3	-1,1	-1,0	-0,8	-0,1		
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	1,3	1,6	1,5	0,9	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,4	1,4	1,5	1,6	1,6	2,1		
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-2,2	-0,7	-3,3	-3,3	-3,5	-3,3	-3,3	-3,1	-3,1	-2,8	-2,7	-2,6	-2,5	-2,4	-2,2		
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	0,8	-2,0	1,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	-1,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Produit des privatisations (négatif)	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Allègement de la dette (Initiative PPTÉ et autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres (à préciser, par ex., recapitalisation bancaire)	-1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Résiduel	2,0	6,3	1,4	-1,0	-0,8	-0,9	-0,6	-0,5	-0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	-0,1	-0,4	-0,3
Indicateurs de viabilité																	
VA de la dette du secteur public 2/	...	...	50,3	50,1	48,2	46,5	44,4	43,2	42,6	42,1	41,9	41,8	41,9	42,1	47,9		
Ratio VA de la dette publique/recettes et dons (en %)	...	...	321,0	334,3	298,7	288,8	277,3	271,0	263,4	251,3	248,1	245,8	250,9	248,3	265,2		
Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 3/	34,3	36,4	49,9	42,3	40,2	47,3	47,0	49,6	46,7	49,3	51,3	54,1	58,4	57,2	79,1		
Besoin de financement brut 4/	4,9	9,1	10,5	10,1	8,2	9,1	8,3	9,0	9,0	9,1	9,5	10,0	10,5	10,4	15,0		
Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires																	
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	6,2	2,0	7,4	6,90	7,24	7,03	7,34	7,17	7,3	6,8	6,6	6,4	6,1	5,9	4,8	7,5	6,8
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage)	4,0	5,0	4,9	3,6	3,6	3,9	4,0	4,2	4,3	4,5	4,7	4,8	5,1	5,3	5,6	4,6	4,4
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	5,6	5,9	4,3	2,5	3,2	3,2	3,5	3,1	3,2	4,4	4,4	4,5	4,5	4,5	4,5	3,9	3,7
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + dénote une dépréciation)	3,5	-7,9	6,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,3	...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	0,2	1,0	3,3	2,4	1,9	2,0	1,8	2,3	2,2	1,1	1,2	1,1	1,2	1,4	1,1	1,7	1,7
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, en %)	2,6	20,4	7,4	7,4	2,3	5,1	2,7	8,8	10,7	7,0	7,3	7,1	3,5	7,4	5,2	11,9	6,3
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB 5/	-0,9	-5,1	-1,1	3,4	3,3	3,1	2,8	2,5	2,2	1,4	1,2	1,0	0,8	0,6	0,2	-2,4	2,0
VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du secteur public)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		

Définition de la dette extérieure/intérieure	Currency-based
Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?	Yes

Dettes du secteur public 1/



Dettes du secteur public 1/ (détenu par les résidents et non-résidents)



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Indiquer la couverture du secteur public: Administration centrale plus administrations de sécurité sociale, banque centrale, dette garantie par l'État. Définition de la dette extérieure/intérieure est Currency-based.

2/ Le ratio VA de la dette extérieure par rapport au PIB dans l'AVD publique diffère de l'AVD externe, l'ampleur des différences dépendant des projections de taux de change.

3/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

4/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente et autres flux générateurs ou réducteurs d'endettement.

5/ Déficit primaire moins variation du ratio dette publique/PIB (-): excédent primaire, qui stabiliserait le ratio de la dette uniquement dans l'année en question.

6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Tableau 3. Cote d'Ivoire: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2022-2032
(en pourcentage)

	Projections 1/										
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	30	30	28	26	24	22	21	19	18	17	16
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	30	25	19	14	8	2	-2	-7	-10	-13	-15
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	30,47	31,28	30,66	28,57	26,23	24,13	22,54	20,73	19,37	18,12	16,84
B2. Solde primaire	30,47	30,42	29,03	27,15	25,05	23,20	21,79	20,16	18,92	17,78	16,59
B3. Exportations	30,47	32,69	35,25	33,02	30,54	28,35	26,72	24,91	23,40	21,80	20,19
B4. Autres flux 3/	30,47	31,64	31,48	29,42	27,12	25,07	23,54	21,81	20,42	19,06	17,67
B5. Dépréciation	30,47	37,79	32,27	29,99	27,40	25,07	23,28	21,24	19,70	18,48	17,22
B6. Combinaison de B1-B5	30,47	34,28	32,08	29,93	27,51	25,35	23,72	21,87	20,37	19,03	17,67
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	30,47	32,67	31,05	29,48	27,66	26,13	24,80	23,31	22,19	21,16	20,04
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Ratio VA de la dette/exportations											
Scénario de référence	121	129	130	125	122	118	108	101	94	90	86
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	121	108	88	64	38	11	-12	-36	-54	-69	-83
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	121	129	130	125	122	118	108	101	94	90	86
B2. Solde primaire	120,95	130,02	132,27	128,00	125,26	122,33	112,81	105,66	99,35	95,39	91,23
B3. Exportations	120,95	152,11	191,59	185,69	182,11	178,26	164,96	155,69	146,52	139,50	132,39
B4. Autres flux 3/	120,95	135,27	143,44	138,71	135,58	132,20	121,84	114,33	107,21	102,26	97,19
B5. Dépréciation	120,95	128,76	117,24	112,73	109,20	105,38	96,08	88,75	82,47	79,07	75,46
B6. Combinaison de B1-B5	120,95	143,65	133,97	143,11	139,48	135,56	124,52	116,29	108,46	103,60	98,57
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	120,95	139,66	141,48	139,00	138,31	137,78	128,36	122,18	116,53	113,52	110,22
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180
Ratio service de la dette/exportations											
Scénario de référence	9	10	13	14,5	13,6	13	14	14	14,4	14,1	13
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	9	11	12	13	11	10	10	9	7	4	0
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	8,67	10,45	12,64	14,47	13,65	13,18	13,87	13,91	14,41	14,07	12,60
B2. Solde primaire	8,67	10,45	12,71	14,62	13,82	13,39	14,10	14,16	14,75	14,52	13,09
B3. Exportations	8,67	11,52	16,04	19,47	18,49	17,95	18,72	18,74	20,08	21,08	19,22
B4. Autres flux 3/	8,67	10,45	13,00	15,22	14,41	13,96	14,61	14,64	15,56	15,68	14,19
B5. Dépréciation	8,67	10,45	12,64	13,81	12,98	12,50	13,21	13,25	13,76	12,61	11,18
B6. Combinaison de B1-B5	8,67	10,97	14,48	16,28	15,37	14,86	15,61	15,65	16,79	16,11	14,48
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	8,67	10,45	13,24	15,12	14,42	14,11	14,91	14,99	15,55	15,28	13,89
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
	6	5	2	1	1	2	1	1	1	1	2
Ratio service de la dette/recettes											
Scénario de référence	15	16	17,8	19,63	17,2	15	16	16	16	16	14
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2022-2032 2/	15	16	17	18	14	11	11	10	8	4	0
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	15	16	19	21	18,51	16,69	17,24	16,94	17,39	16,94	14,58
B2. Solde primaire	15	16	18	19,83	17,38	15,71	16,25	15,99	16,51	16,22	14,05
B3. Exportations	15,28	16,04	18,96	22,14	19,49	17,67	18,09	17,75	18,84	19,74	17,29
B4. Autres flux 3/	15,28	15,84	18,32	20,65	18,12	16,38	16,84	16,54	17,42	17,52	15,22
B5. Dépréciation	15,28	19,87	22,34	23,50	20,47	18,40	19,11	18,78	19,33	17,68	15,05
B6. Combinaison de B1-B5	15,28	16,96	20,13	21,77	19,06	17,20	17,74	17,43	18,53	17,74	15,32
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	15,28	15,84	18,66	20,50	18,14	16,56	17,18	16,94	17,41	17,07	14,90
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18
	3	2	0	-2	1	3	2	2	2	2	4

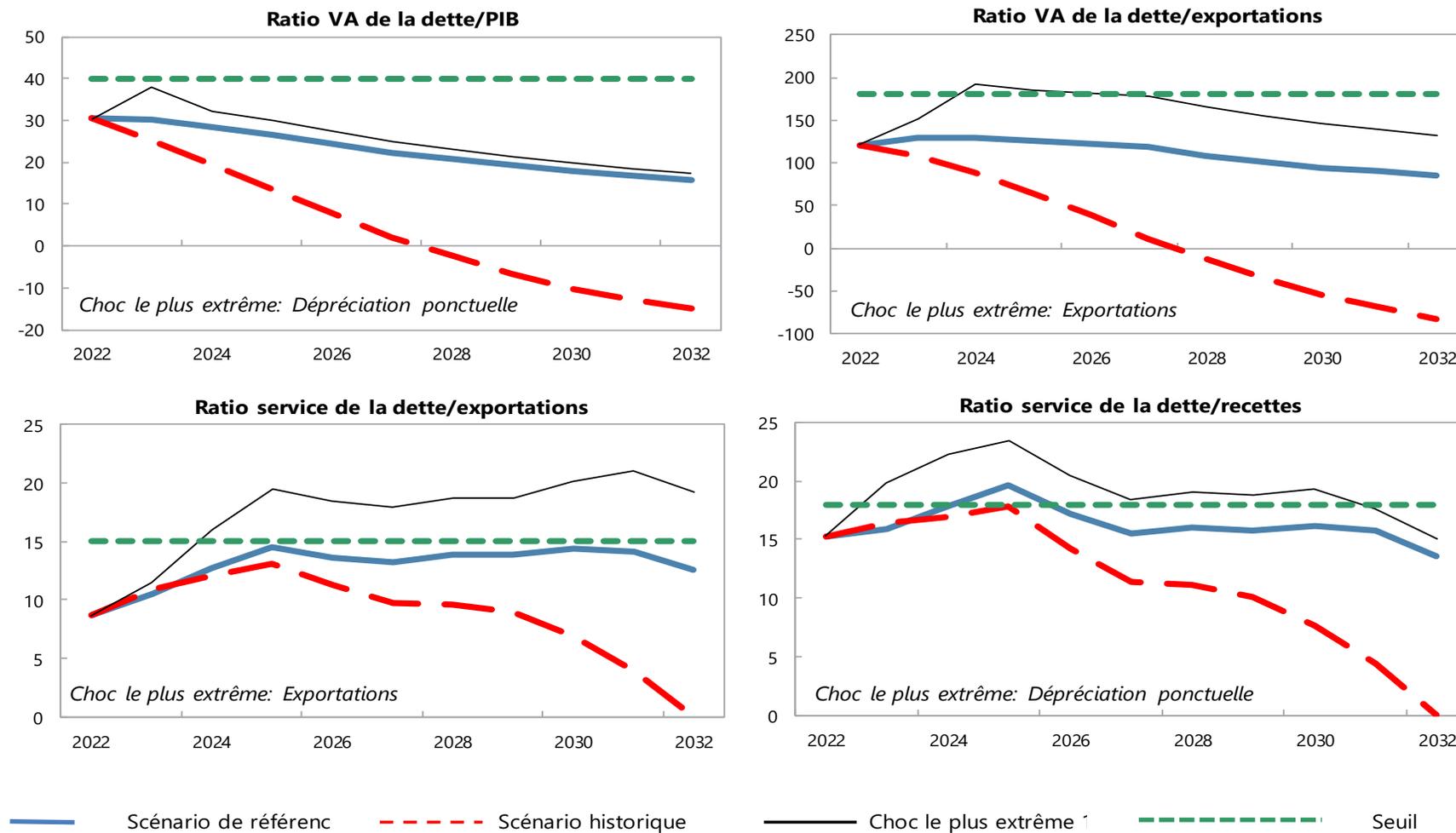
Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du seuil.

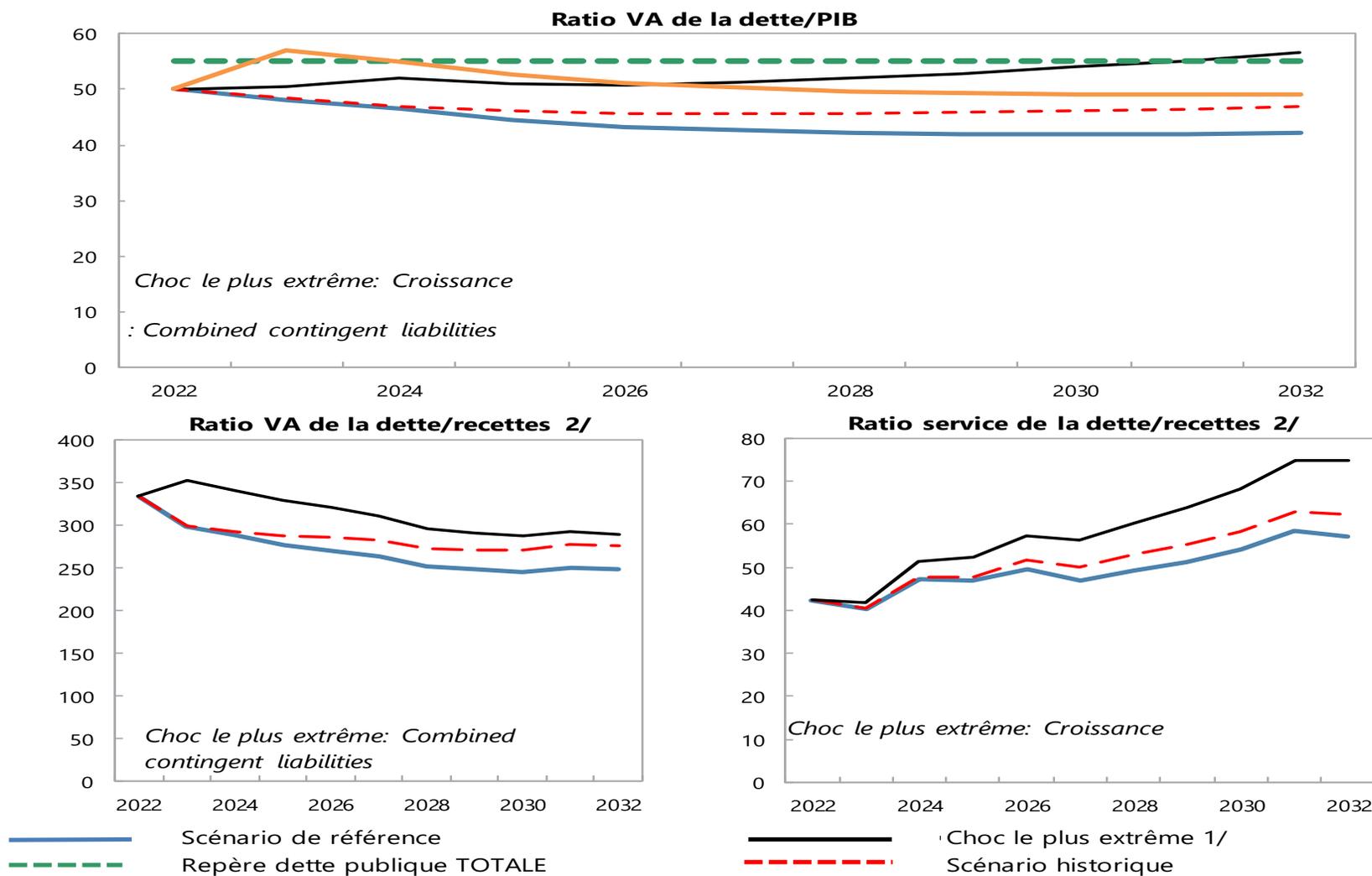
2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Graphique 1. Cote d'Ivoire: Indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2022-2032



Graphique 2. Cote d'Ivoire: Indicateurs d'endettement public selon divers scénarios 2022-2032



Evolution de la dette de l'administration centrale, de la dette publique et publiquement garantie, de la dette du secteur public

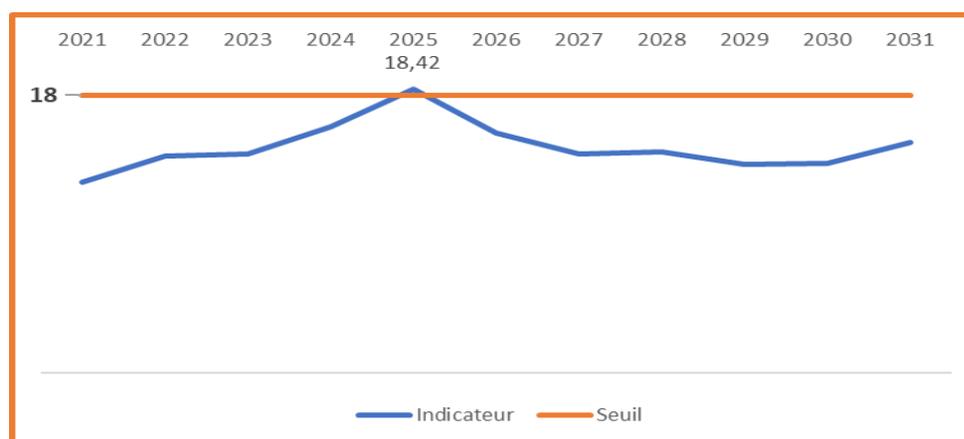
Années	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Encours de l'administration centrale (%PIB)	51,9%	50,2%	48,3%	46,5%	45,4%	45,1%	43,4%	43,2%	43,2%	43,3%	43,5%
Encours de l'administration centrale	21 752,33	23 161,12	24 506,10	25 898,44	27 571,23	29 559,01	30 580,98	32 728,47	35 111,38	37 742,91	40 600,79
Encours de la dette garantie (%PIB)	1,3%	1,0%	0,8%	0,5%	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Encours de la dette garantie	574,9	481,4	385,8	295,2	213,8	164,6	138,4	112,3	86,1	70,9	66,6
Encours de la dette publique et publiquement garantie (%PIB)	53,2%	51,3%	49,1%	47,0%	45,8%	45,4%	43,6%	43,3%	43,3%	43,4%	43,6%
Encours de la dette publique et publiquement garantie	22 327,27	23 642,57	24 891,87	26 193,68	27 785,02	29 723,59	30 719,40	32 840,73	35 197,47	37 813,78	40 667,36
Encours de la dette non garantie (%PIB)	0,5%	0,3%	0,1%	0,1%							
Encours de la dette non garantie	212,72	136,71	64,15	40,23	20,32	5,73	3,71	3,09	2,47	1,85	1,24
Encours de la dette du secteur public (%PIB)	53,7%	51,6%	49,2%	47,1%	45,8%	45,4%	43,6%	43,3%	43,3%	43,4%	43,6%
Encours de la dette du secteur public	22 539,99	23 779,28	24 956,02	26 233,91	27 805,34	29 729,32	30 723,11	32 843,82	35 199,95	37 815,64	40 668,60

Note explicative sur le jugement utilisé pour la classification du risque de surendettement

Le "jugement" que le FMI utilise pour la classification du risque de surendettement peut avoir des avantages et des inconvénients.

- Au cas où il y a un dépassement ponctuel pendant une année et sans aucune pression sur le risque de refinancement sur les années voisines, le jugement peut aider à indiquer que le dépassement du seuil n'est pas de nature à conclure à un risque de surendettement élevé.

Image d'illustration



- Au cas où il y a un dépassement ponctuel pendant une année et avec une forte probabilité qu'un dépassement survienne dans une année voisine, provoquant un dépassement du seuil sur 2 ans, le jugement peut aider à conclure à un risque de surendettement élevé. **La nouvelle équipe du FMI a déjà indiqué qu'en cas de dépassement de seuil sur une année, elle modifierait l'appréciation du risque de surendettement de "modéré" à "élevé".**

Scénario de base